

En couverture

Arctique

Touche pas à mon pôle !

◆ Face aux menaces qui pèsent sur l'écosystème, les écologistes réclament une éthique des océans.
◆ Depuis le début de l'été, Greenpeace tente de mobiliser l'opinion. ◆ A Barrow, en Alaska, la manne pétrolière a longtemps profité au village. Mais les Esquimaux s'inquiètent des forages en mer annoncés par Shell.



← Taitsianguak Simigliaq, 67 ans, dans sa maison du nord du Groenland. La fonte des glaces menace le mode de vie traditionnel inuit.

La banquise fond ? Sus à l'or noir !

L'Arctique se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète. Désastre écologique, le recul des glaces est une aubaine pour l'exploitation des minerais et des hydrocarbures. En libérant de nouvelles voies de navigation, la fonte de la banquise aiguise les appétits internationaux et attise les risques de conflit.

The Economist
(extraits) Londres

Lorsque l'on se tient sur la calotte glaciaire du Groenland, on comprend vite pourquoi l'homme moderne vénère les espaces vierges. Partout la glace est là, ciselée par des forces exceptionnelles. Des crêtes tourmentées d'argent et de lapis-lazuli se détachent dans la pureté de l'air arctique. Les grands glaciers imposent leur ordre à l'étendue anarchique, descendant lentement vers la mer à demi-gelée.

Pas un souffle de vent, pas un grondement de moteur, pas un cri d'oiseau : la glace est muette. Au bruit se substitue l'absence. On la perçoit comme une pression derrière les tempes, et si l'on tend l'oreille, on a comme l'illusion d'un rugissement. Pour des générations d'explorateurs européens à la moustache ourlée de givre, les glaces polaires ont été et sont encore l'incarnation de la puissance de la nature.

L'Arctique est une des dernières régions sauvages de la planète, et une des moins explorées. Le Groenland, la plus grande île du monde, est six fois plus étendu que l'Allemagne. Mais sa population ne dépasse pas les 57 000 âmes, pour la plupart des Inuits éparpillés dans de minuscules villages côtiers. L'Arctique dans son ensemble, soit à peu près le cercle polaire arctique et une bande étroite au sud, abrite à peine 4 millions d'habitants, dont près de la moitié résident dans quelques rares villes postsoviétiques lugubres, comme Mourmansk et Magadan. Partout ailleurs, y compris dans une grande partie de la Sibérie, du nord de l'Alaska, du nord du Canada, du Groenland et du nord de la Scandinavie, il n'y a personne, ou presque. Pourtant, la région est loin d'être inviolée.

Un dégel paradoxal

Depuis 1951, l'Arctique s'est réchauffé environ deux fois plus que la moyenne planétaire. Durant cette période, la température au Groenland a augmenté de 1,5 °C, et de 0,7 °C dans le reste du monde. Cette disparité ne devrait faire que se confirmer. Une hausse de 2 °C des températures planétaires – apparemment inévitable alors que les émissions de gaz à effet de serre montent en

flèche – entraînerait un réchauffement de 3 à 6 °C dans l'Arctique.

Presque tous les glaciers arctiques ont reculé. La zone de terre couverte de neige au début de l'été a diminué de près d'un cinquième depuis 1966. Mais c'est l'océan Arctique qui a le plus changé. Dans les années 1970, 80 et 90, l'étendue minimale de la calotte glaciaire a chuté de près de 8 % tous les dix ans. Puis, en 2007, la glace de mer s'est effondrée et a fondu pour atteindre un minimum estival de 4,3 millions de kilomètres carrés, soit près de la moitié de la moyenne dans les années 1960 et 24 % au-dessous du minimum précédent, calculé en 2005. De mémoire d'homme, c'est la première fois que le passage du Nord-Ouest, une voie navigable qui passe par les 36 000 îles de l'archipel arctique canadien, est libéré des glaces.

A long terme, le dégel du Nord pourrait s'avérer dévastateur. Mais paradoxalement, dans l'intervalle, aucune autre espèce ne profitera plus de ce bouleversement que celle qui en est la cause : l'homme. La disparition de la glace de mer risque certes de sonner le glas des dernières cultures inuits, mais de nos jours plus personne ou presque ne vit dans des igloos. Et la grande fonte va permettre à beaucoup de gens de s'enrichir.

Avec le repli de la toundra vers le nord, d'importantes superficies de l'Arctique vont devenir cultivables. Un printemps de plus en plus précoce pourrait causer une augmentation de 25 % de la végétation. Ce qui permettrait aux Groenlandais de récolter plus que la misérable centaine de tonnes de pommes de terre qu'ils produisent actuellement. Et d'autres matériaux, d'une valeur nettement supérieure, vont être de plus en plus accessibles. L'Arctique est d'ores et déjà une grande source de minerais, dont le zinc en Alaska, l'or au Canada, le fer en Suède et le nickel en Russie, et il y en a bien d'autres à exploiter.

L'Arctique recèle aussi du pétrole et du gaz, sans doute en grande quantité. Dans toute la région, des permis d'exploration sont accordés, aux Etats-Unis, au Canada, au Groenland, en Norvège et en Russie. Le 18 avril, ExxonMobil a finalisé avec le Russe Rosneft les termes d'un accord portant sur un investissement de 500 milliards de dollars dans le développement de réserves offshore, y compris dans la mer de Kara, en Russie. Les compagnies pétrolières n'aiment guère en parler, mais c'est là une autre conséquence positive de la fonte. Le changement climatique provoqué par la consommation de carburants fossiles va permettre l'exploitation et l'utilisation de davantage d'hydrocarbures arctiques.

Ces nouvelles industries ne vont pas apparaître du jour au lendemain. Il reste bien assez de glace de mer pour qu'il soit extraordinairement difficile et coûteux de travailler dans le cercle polaire. Il est probable qu'il faudra attendre au moins dix ans avant que les explorations d'aujourd'hui débouchent sur une production d'hydrocarbures. Mais à terme, c'est inévitable. Le butin est gigantesque, et les compagnies pétrolières et les pays riverains ont la ferme intention de s'en emparer.

Tout au long de la deuxième moitié du XX^e siècle, l'Arctique, qui était le plus court chemin entre la Russie et l'Amérique, a couru le

risque de devenir le théâtre d'une guerre nucléaire. A en croire certains, l'ouverture des voies navigables ne fait que renforcer la possibilité d'un conflit. Une inquiétude attisée par la Russie et le Canada, les deux plus grands Etats riverains : chez l'une comme chez l'autre, l'Arctique est à l'origine d'une vigoureuse flambée nationaliste. Jetant un regard nouveau sur leurs régions septentrionales, quelques-uns des huit pays arctiques ont entrepris de les remilitariser. La Norvège a transféré son centre de commandement dans la ville arctique de Reitan en 2009. La Russie est en train de remplacer et de moderniser sa flotte de six brise-glace nucléaires, des bâtiments civils pouvant avoir un impact sur la sécurité. Mais les menaces sont sans doute surévaluées.

La guerre du pôle n'aura pas lieu

L'Arctique n'est pas une *terra nullius*. Contrairement à l'Antarctique, régi par un traité international, il est pour l'essentiel déjà partagé. On y recense près d'une dizaine de litiges territoriaux, le plus complexe étant sans doute celui qui oppose les Etats-Unis au Canada quant au statut du passage du Nord-Ouest. Or ces deux pays ne vont pas se faire la guerre, et la majorité des Etats riverains sont membres de l'Otan.

Pourtant, la fonte de l'Arctique ne fera pas que permettre à des pays déjà riches en ressources de s'enrichir plus encore. Elle aura d'autres conséquences géostratégiques. L'ouverture de nouvelles voies navigables risque de semer le trouble. En longeant la côte sibérienne par le passage du Nord-Est, on raccourcit d'environ un tiers la distance entre l'Europe occidentale et l'Asie de l'Est. Ce passage est désormais ouvert quatre ou cinq mois par an, et le trafic s'y développe. En 2010, 4 navires seulement l'avaient emprunté ; l'an dernier, 34 l'ont fait, dans les deux sens.

Les grands exportateurs asiatiques, la Chine, le Japon et la Corée du Sud, investissent déjà dans la construction de bâtiments capables de naviguer dans les glaces. Pour la Russie, c'est une double bénédiction. Cela lui permettra de commercialiser plus rapidement ses ressources arctiques, et plus la route maritime du nord deviendra praticable, plus Moscou pourra diversifier son économie dépendante des hydrocarbures.

Les risques de litiges, sans aller jusqu'à la guerre, sont nombreux, et il faudra savoir les gérer. Ce qui est bon pour la Russie peut ne pas l'être pour l'Egypte, qui, l'an dernier, a récolté 5 milliards de dividendes liés au canal de Suez, autre passage reliant l'Orient à l'Occident. Fort heureusement, un Conseil arctique très prometteur a été créé. Sous la houlette des Scandinaves depuis cinq ans, il a atteint un niveau de coopération impressionnant, entre autres dans les domaines de la recherche scientifique, de la cartographie et du développement des ressources.

Mais comment concilier la menace environnementale de la fonte de l'Arctique et les ouvertures économiques qu'elle représente ? La diminution de la glace de mer est tout autant le résultat de l'activité humaine que la transformation des prairies en terres arables. Elle pourrait même s'avérer lucrative. Mais cela aura un prix considérable. Des écosystèmes uniques, et peut-être de nombreuses espèces, disparaîtront. La pollution planétaire est responsable, et les risques qu'elle implique sont eux aussi planétaires. L'Arctique n'est plus inaccessible et inviolable. Presque du jour au lendemain, il est au contraire devenu un puissant symbole de l'anthropocène, l'âge de l'homme. **James Astill**



Limites de juridiction des Etats, fondées sur les lignes d'équidistance et sur la ligne des 200 milles nautiques (zone économique exclusive, ZEE)

Revendications déclarées, fondées sur la possibilité d'extension du plateau continental ou sur différentes méthodes de délimitation de la ZEE :

— russes
— norvégiennes
— canadiennes
— étasuniennes

Revendications à l'étude
— canadiennes
— danoises
— étasuniennes

★ Zones disputées entre deux Etats

★ Résolution en 2011 du litige entre la Norvège et la Russie

■ Haute mer (zone internationale)

Courrier international, d'après "L'Atlas géopolitique des espaces maritimes" (éd. Technip, Pirat et Ortoland), "Le Monde diplomatique"

En couverture Arctique

Les acteurs



La Chine bientôt à bord ?

C'est en mai 2013 que Pékin saura si sa demande pour devenir un observateur permanent au Conseil de l'Arctique est acceptée : un statut qui lui permettrait de faire entendre sa voix au sein de ce forum intergouvernemental consultatif. Très courtois, le Conseil de l'Arctique a aussi reçu des demandes du Japon et de la Corée du Sud, et le chercheur Chen Xulong, du China Institute of International Studies, évalue les chances chinoises "à 50-50", rapporte le site *Global Post*.



Le Danemark veut sa part

Une vingtaine de chercheurs danois naviguent actuellement vers le pôle Nord. "Ils ont pour but de prouver que 155 000 km² du fond de l'océan Glacial Arctique – dont le pôle Nord – font partie du plateau continental groenlandais et doivent donc être intégrés au royaume [qui comprend, outre le Danemark, le Groenland et les îles Féroé]", explique le quotidien de Copenhague *Politiken*.



Le Canada avec un temps de retard

"Le Canada est confronté à un choix quand il s'agit de défendre notre souveraineté dans l'Arctique : soit on s'en sert, soit on la perd", s'était exclamé le Premier ministre Stephen Harper en 2007. Depuis, le Canada a surtout perdu du temps. Mais Ottawa est convaincu que les routes maritimes joueront dans le futur un rôle crucial, et que le passage du Nord-Ouest, situé entre les îles arctiques du Grand Nord canadien, "deviendra une artère commerciale majeure quand la glace aura fondu", explique le chroniqueur canadien Gwynne Dyer dans un éditorial du *Korea Times*.



Le pic à glace vert

Au lendemain du sommet Rio+20, l'organisation écologiste a lancé une campagne internationale pour sauver l'Arctique, qui comptabilisait le 20 juillet, un mois après son lancement, plus de 1 million de signatures. Celle-ci doit culminer par l'érection d'un drapeau au pôle Nord en 2013. Pour autant, l'activisme de Greenpeace sur les réseaux sociaux pour dénoncer les pratiques de Shell (artcready.com) s'est révélé moins efficace que lors des campagnes précédentes, souligne *The Guardian*.



Les barils de Shell attendront

Le géant pétrolier, qui avait prévu de mettre en place des opérations de forage cet été en Arctique, va devoir s'armer de patience : les obstacles administratifs, une fonte des glaces estivale moins importante que prévu et sans doute la campagne de Greenpeace ont contraint le groupe à revoir ses objectifs à la baisse. Shell a investi près de 4 milliards de dollars en études et en licences, et espère mettre la main sur 2 milliards de barils de pétrole.



JOERG MODROW/LAIF/REX

Un trésor à sauver coûte que coûte

Le photographe militant Subhankar Banerjee plaide pour une véritable éthique des océans, qui seule permettrait de protéger le riche et fragile écosystème du pôle Nord.

Mother Jones San Francisco (extraits)



Quand vous allez à la montagne, vous allez à la montagne. Dans le désert, c'est bien le désert. En revanche, quand nous allons à la mer, nous disons plus volontiers "à la plage". Car notre élément à nous, c'est la terre, pas les eaux de notre planète – ce qui se trouve être formidablement arrangeant pour une compagnie pétrolière souhaitant forer dans des eaux limpides.

Prenez l'entreprise Shell. La société planche sur un projet de forages pétroliers dans un écosystème d'une richesse hors normes : l'océan Arctique. Et si les choses ne sont pas encore tout à fait décidées, cette éventualité mérite que nous nous y arrêtions.

Les Inupiks, peuple autochtone des côtes arctiques, vivent désormais dans la peur de l'arrivée imminente du groupe pétrolier. Rien d'étonnant : Shell s'apprête à se lancer dans ce qui est sans doute la forme de forage la plus dangereuse qui soit. En effet, personne ne sait vraiment comment nettoyer une marée noire qui aurait lieu sous la glace, dans les conditions extrêmes de l'océan Arctique. Et pourtant le gouvernement Obama a autorisé selon une procédure accélérée

↑ **Greenpeace à l'assaut de Shell en mai à Helsinki. L'organisation écologiste a lancé une campagne internationale : Save the Arctic.**

Biodiversité

Située dans le nord de l'Alaska, la National Petroleum Reserve Alaska constitue à la fois un des plus grands champs d'hydrocarbures des Etats-Unis et un refuge pour de nombreuses espèces animales. Après avoir suscité plus de trente ans de débats, cette zone est de nouveau menacée par le lobby pétrolier, annonce le magazine *Utne Reader* dans un article à retrouver sur notre site.

le dangereux projet de forage de Shell, sans guère prêter attention aux menaces écologiques qui l'accompagnent et aux dévastations que représenterait une importante marée noire pour ces peuples du Grand Nord.

Dormez, bonnes gens, pas d'inquiétude : Shell jure mordicus qu'elle a envisagé la survenue de ce genre de catastrophe, poussant les précautions jusqu'à faire venir des chiens "chargés de détecter les déversements de pétrole à travers la neige et la glace". Le gouvernement Obama est tout aussi rassurant, puisqu'il garantit la présence 24 heures sur 24, sur ces navires de forage, d'un authentique inspecteur fédéral. Ecoutez la compagnie pétrolière ou le gouvernement américain : tout cela n'est rien qu'un merveilleux rêve devenu réalité. Un déversement a lieu, il fait - 37 °C, les rafales de vent dépassent les 100 kilomètres/heure, vous êtes au milieu des glaces... S'imaginer qu'un teckel surentraîné ou un inspecteur fédéral y pourront quoi que ce soit tient du pur délire. Croyez-moi, j'ai connu ces conditions et, si le pire arrive, ce ne sera pas une simple redite de la marée noire de BP dans le golfe du Mexique. Cette fois, il n'y aura rien à faire.

Une plainte contre Shell

Avant de pouvoir procéder à des forages, les compagnies pétrolières doivent avoir fait approuver leur plan d'intervention en cas de marée noire. Or celui de Shell, bien qu'avalisé par Washington, se révèle plein de points épineux – à commencer par l'affirmation selon laquelle, en cas de déversement, Shell serait capable de récupérer 90 % du pétrole (alors que l'on sait que dans les

catastrophes de l'*Exxon Valdez* et du *Deepwater Horizon* moins de 10 % du pétrole déversé a pu être récupéré). Pour être précis, Shell est déjà en train de revenir sur cette promesse. Le 10 juillet, dix organisations écologistes, dont l'Alaska Wilderness League, le Center for Biological Diversity et Resisting Environmental Destruction on Indigenous Land (Redoil, "Contre la destruction de l'environnement dans les territoires indigènes"), ont déposé plainte contre les plans d'intervention de Shell dans l'espoir de suspendre les forages de cet été.

336 tonnes d'oxydes d'azote

Une marée noire monstre ou une série de déversements moins importants ne sont pas les seules menaces qui pèsent sur cet écosystème parmi les plus fragiles de la planète. Les tests sismiques effectués avant tout forage, ainsi que les forages eux-mêmes, sont déjà la cause d'une importante pollution sonore dans la région. Cela pourrait ainsi faire du tort aux baleines boréales, qui se servent de leur ouïe pour se déplacer sous la glace, dans l'obscurité.

A cela s'ajoutent les émissions toxiques que lâcheront chaque année les navires de Shell dans l'air arctique, dont 336 tonnes d'oxydes d'azote et jusqu'à 28 tonnes de particules fines, de moins de 2,5 micromètres (de minuscules gouttelettes et particules solides de poussière, de saleté, de suie, de fumée, etc.).

Et ce n'est pas tout. Avant même que les forages de Shell ne commencent, et a fortiori avant qu'on n'ait pu évaluer leurs répercussions, le gouvernement Obama envisage déjà d'ouvrir, dans les années à venir, d'autres zones maritimes de l'Arctique à l'exploitation offshore. L'expérience Shell – et le risque d'une pollution irréversible et à grande échelle des eaux de l'Arctique – est pourtant aux océans du monde entier ce qu'est le canari aux mines de charbon [système d'alarme contre les coups de grisou]. Surtout aujourd'hui, alors que les glaces nordiques fondent sous l'effet du réchauffement climatique, ouvrant un boulevard à des entreprises qui, soutenues par les Etats, convoitent ces territoires maritimes et leurs richesses énergétiques.



CHRISTOPHER LAMARCA/REDUX/REA

↑ Une plateforme de forage sur le champ pétrolier d'Oooguruk, en mer de Beaufort.

Nous ne pouvons pas aller nous balader dans les océans, ni y randonner, y camper et nous asseoir dans leurs profondeurs pour examiner où nous en sommes et où en est la nature. Tout ce que nous pouvons faire, c'est aller les examiner du rivage, ou bien nager et surfer à leur surface, ou encore prendre un bateau pour naviguer sur l'onde. Les océans ne sont pas notre monde : il nous faudrait des nageoires, des branchies. Nous ne sommes pas naturellement liés à nos mers et à leurs richesses. Et pourtant, pour les préserver, il nous faut d'une façon ou d'une autre apprendre à marcher sur l'eau. Disposer de l'indispensable arsenal de données, de statistiques et d'informations sur les menaces qui pèsent sur l'océan ne suffit pas. Il nous faut une philosophie, une "éthique de l'océan", sur le

modèle de l'"éthique de la Terre" théorisée par l'écologiste américain Aldo Leopold dans son ouvrage *Almanach d'un comté des sables* [1949], qui a fait date.

Depuis plus d'un siècle, [aux Etats-Unis], la principale (sinon la seule) action des organisations écologistes pour protéger l'environnement des destructions industrielles a consisté à faire pression sur le Congrès. Mais, à l'ère de Citizens United [arrêt rendu en 2010 par la Cour suprême américaine, qui autorise les entreprises à financer les campagnes politiques], les secteurs tout-puissants du pétrole et du charbon ont la volonté et la capacité de déployer des efforts de lobbying sans commune mesure avec ceux de ces organisations. De plus, en matière de protection des mers, le Congrès a joué jusqu'à présent un rôle secondaire, la plupart des décisions de poids étant laissées à l'exécutif.

Mobiliser l'opinion

Au lieu de critiquer vigoureusement la politique de forage offshore du gouvernement Obama, les groupes écolos ont généralement préféré en appeler au sens de l'écologie et aux instincts "verts" du président – stratégie qui a été vaine. Heureusement, les organisations écologistes sont en train de changer leur fusil d'épaule.

L'action en justice est leur deuxième méthode favorite. Les militants inupiks et les groupes écologistes ont déposé ces dernières années de nombreuses plaintes ayant pour but de suspendre, voire d'annuler les projets de forage de Shell. Ils ont gagné certains procès, en ont perdu d'autres, mais Shell n'a en rien abandonné ses projets.

Dernier recours, semer la pagaille. Greenpeace est le fer de lance de cette méthode, faisant assaut d'inventivité et d'enthousiasme dans sa campagne Save the Arctic. Mais en fait, si nous entendons protéger nos océans, c'est l'opinion publique qu'il faut avant tout mobiliser. Pour que nos enfants et nos petits-enfants puissent encore connaître le bonheur de voir des baleines bleues bondir dans les océans, nous avons intérêt à faire vite. Shell est à la dérive dans les eaux de l'Arctique, il est temps de la ramener à terre. **Subhankar Banerjee**

Stratégie

La Russie dans les starting-blocks

Alors que la ruée aux hydrocarbures de l'Arctique s'accélère, Moscou renforce sa présence militaire dans la région. L'Arctique est le nouveau champ de bataille des grandes puissances. Il faut dire que la région concentre des richesses naturelles et un potentiel stratégique impossibles à ignorer. Plus que tout autre pays, la Russie désire en prendre le contrôle. Nikolaï Patrouchev, le secrétaire du Conseil de sécurité russe, a ainsi déclaré que la Russie allait aménager, le long de la voie maritime du Nord, des sites permettant d'accueillir des navires de l'armée et des gardes-frontières. On avait appris auparavant que Roskosmos [l'Agence spatiale fédérale russe] s'était lancée

dans un programme de construction de satellites destinés à la surveillance de l'Arctique. Par ailleurs, la Russie va se doter de deux brigades pour défendre ses intérêts nationaux dans l'Arctique. Rappelons que, en 2007 déjà, elle avait repris ses vols de bombardiers stratégiques dans la zone du pôle Nord. Le renforcement de notre présence dans l'Arctique ne fait que répondre au défi de plusieurs pays occidentaux qui convoitent ostensiblement ces territoires et leurs richesses. Or le principal problème, celui du partage du plateau continental selon les frontières nationales, n'a toujours pas été résolu. Ainsi, la Russie revendique la dorsale

Lomonossov, tout comme le Canada. Washington s'en tient à sa stratégie, résumée par le slogan "L'Arctique est à tout le monde", et qui revient à internationaliser la zone. Cela plaît beaucoup aux pays qui n'ont aucun lien territorial avec la région, et qui forment désormais une coalition autour des Etats-Unis sur ce sujet. Tout en reconnaissant la formidable participation des chercheurs et explorateurs russes dans la conquête de l'Arctique et la longueur de la frontière russe avec ce territoire, on ne manque jamais de reprocher à la Russie son absence de volonté de développer cette zone. On nous sert les rengaines selon lesquelles nous ne ferions pas

cas de l'éducation des peuples autochtones du Grand Nord, nous mépriserions l'écologie, etc. A les en croire, seuls les Etats-Unis seraient capables de gérer correctement ces situations. Et voilà que la secrétaire d'Etat Hillary Clinton et son homologue norvégien Jonas Støre décident d'annoncer la création d'un Centre pour la mise en valeur de l'Arctique, où la Russie, on l'aura compris, n'est pas conviée. Or la chute du volume d'extraction du pétrole qui se profile en Russie confère à nos projets d'exploitation du plateau continental arctique une importance primordiale. C'est pour cela que Rosneft [le géant pétrolier russe] encourage vivement les projets mixtes à

mener avec des compagnies pétrolières étrangères, car la Russie ne maîtrise pas les technologies nécessaires. Au-delà des hydrocarbures, l'aspect transport recèle un potentiel considérable pour la Russie. Sur la voie maritime du Nord, essentielle, tout est encore à créer. Cette voie permet pourtant de relier Mourmansk à Shanghai en 22 jours de navigation, alors qu'il en faut 42 si on passe par le canal de Suez. Il ne faudrait pas oublier le dernier atout que procure la possession de l'Arctique : la possibilité d'y déployer les éléments d'une défense antimissile, l'un des objectifs prioritaires des Etats-Unis. **Evgueni Super Odnako** (extraits) Moscou

En couverture Arctique

Forages : il est urgent d'attendre

Les temps ne sont pas mûrs pour la course au pétrole, estime la Lloyd's of London. L'exploitation des ressources arctiques pourrait générer d'énormes investissements mais les risques écologiques sont colossaux, analyse l'assureur.

The Guardian (extraits) Londres

La Lloyd's of London est le premier grand organisme commercial à s'inquiéter des immenses risques environnementaux liés à l'exploitation du pétrole dans l'océan Arctique. Le géant de l'assurance estime à près de 100 milliards de dollars le montant des investissements dans la région d'ici dix ans, et souligne que toute fuite d'hydrocarbures

représenterait "un risque unique s'accompagnant de multiples complications".

Richard Ward, directeur de la Lloyd's, a exhorté les sociétés à "ne pas se précipiter, mais à réfléchir attentivement aux conséquences de leurs actions" avant de lancer leurs opérations de recherche et à mettre en place des mesures de sécurité adéquates.

Des déséquilibres aggravés

Cairn Energy et Shell font partie des compagnies qui prévoient ou ont déjà commencé d'installer de nouvelles plateformes pétrolières au large du Canada et du Groenland, tandis que Total – qui a récemment dû lutter contre une grave fuite de gaz en mer du Nord – souhaite développer le gisement de Chtokman, en Russie. Loin d'être découragée par la fuite à laquelle elle a été confrontée dans le golfe du Mexique, BP envisage d'investir jusqu'à 10 milliards de dollars



"Le Danemark met le cap sur le pôle Nord", un article du quotidien Politiken à consulter sur les sites de Courrier international et Presseurop.

pour exploiter les gisements de la région autonome de Yamal-Nenets, au nord de la Sibérie. Il est aussi question de plusieurs projets miniers, l'homme d'affaires indien Lakshmi Mittal souhaitant installer une mine à ciel ouvert pour en extraire plus de 17 milliards d'euros de minerai de fer.

Dans son rapport, rédigé par le think tank Chatham House, la Lloyd's of London indique qu'il est "fortement probable" que les futures activités économiques en Arctique contribuent à aggraver les déséquilibres des écosystèmes déjà perturbés par les conséquences du réchauffement climatique.

"Les schémas de migration des rennes et des baleines pourraient être affectés. Outre le rejet direct de substances polluantes dans l'environnement, les écosystèmes pourraient souffrir de nombreuses façons : construction de routes et de pipelines, pollution sonore des plateformes de forage, activité sismique, augmentation du trafic maritime et rupture de la glace."

Parmi les sources de pollution, on peut citer les mines, les installations gazières et pétrolières, les sites industriels et, dans l'océan Arctique russe, les déchets nucléaires des installations civiles et militaires ainsi que les conséquences des essais nucléaires dans l'archipel de Nouvelle-Zemble. Pour les auteurs du rapport, le risque de marée noire constitue "le principal danger en termes de dégâts pour l'environnement, de coût potentiel et d'assurance".

Flou juridique international

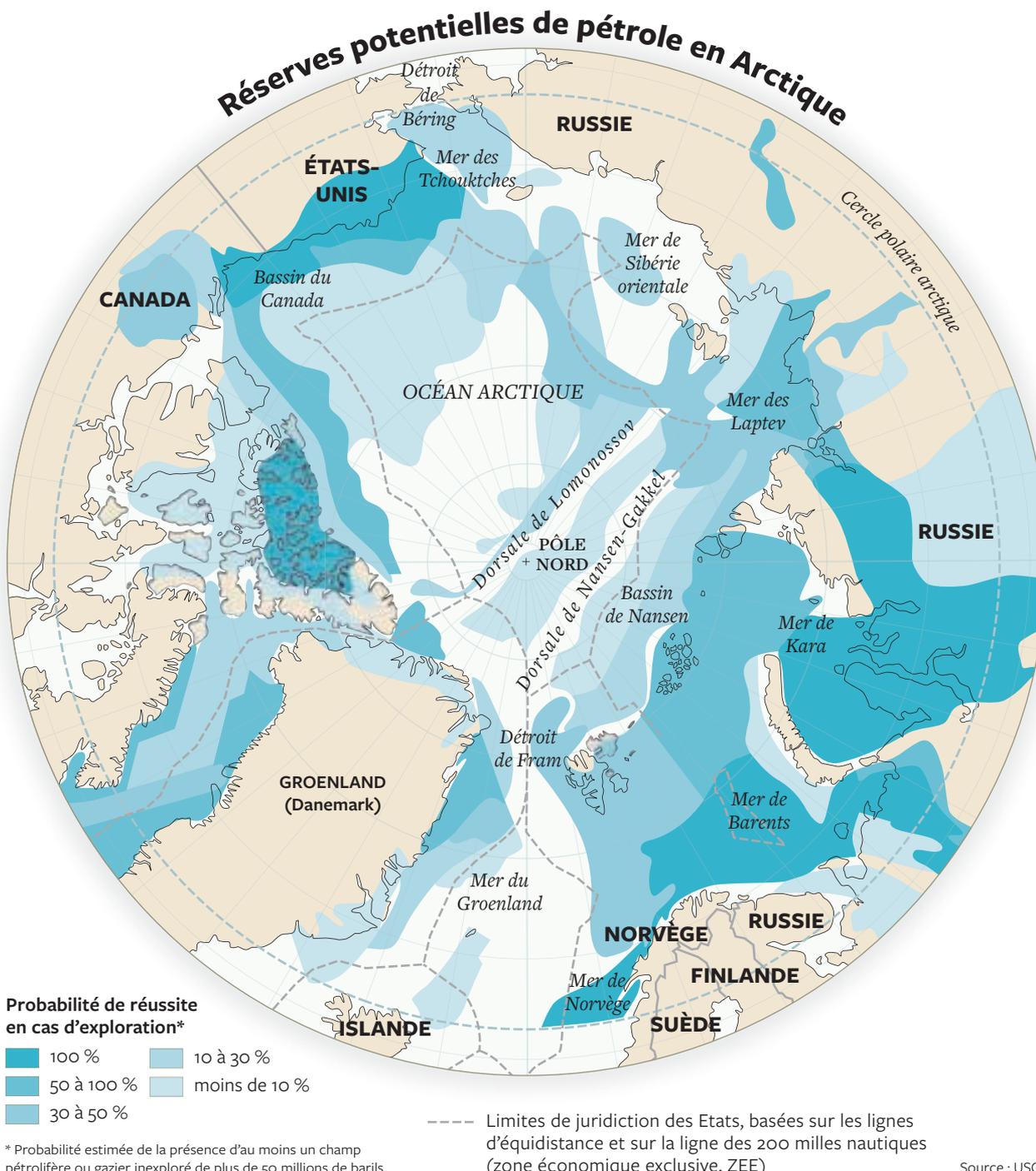
Le processus de dégradation naturelle des hydrocarbures pourrait être plus lent dans l'Arctique que dans des milieux plus tempérés.

Le flou juridique que représente l'éventail des réglementations et des gouvernements présents en Arctique complique un peu plus la situation. Il n'existe aucun système international de responsabilité et de compensation en cas de marée noire. L'Union européenne a rédigé une proposition – en cours d'examen – qui pourrait s'appliquer aux projets pétroliers dans les zones danoise et norvégienne de l'Arctique, ainsi qu'à l'ensemble des compagnies européennes. Un groupe de réflexion du Conseil de l'Arctique travaille actuellement à l'élaboration d'un dispositif international visant à accélérer les procédures de nettoyage et de compensations financières.

Pour les représentants de la Lloyd's, il est crucial d'investir davantage dans la recherche afin d'"améliorer l'état des connaissances, de lever des incertitudes et de mieux gérer les risques". Ils appellent à des investissements massifs d'infrastructures et de surveillance afin de permettre "une activité économique sécurisée", et invitent les entreprises à réaliser des "simulations complètes des scénarios de catastrophes écologiques les plus pessimistes".

Etant donné l'environnement fragile du milieu arctique, son climat imprévisible et l'absence de précédents sur lesquels établir les estimations de coûts, plusieurs ONG estiment qu'aucune compensation ne pourrait valoir le risque d'autoriser les forages dans l'océan Arctique. D'autres plaident pour un renforcement des réglementations et pour la suppression du plafond de responsabilité des investisseurs.

Julia Kollewe et Terry Macalister



ROSE AND SJÖLANDER/70°



Le dilemme des Inupiks

Le peuple de chasseurs de l'Alaska a largement bénéficié de l'exploitation pétrolière sur ses terres. Mais nombreux sont ceux qui s'inquiètent des conséquences futures de cette activité.

De Volkskrant (extraits) Amsterdam

Quel destin attend Barrow, petit village à l'extrême nord des Etats-Unis, bien au-delà du cercle polaire, maintenant que Shell veut y forer pour extraire les 26 milliards de barils de pétrole – d'après les estimations – que recèle son sol ? Quel est l'intérêt de Barrow et des autres hameaux de la côte de l'Alaska ? Wainwright, Point Lay, Point Hope, Nuiqsut, Kaktovik : des petits villages de quelques centaines d'habitants, qui appartiennent à l'une des zones les plus isolées du monde occidental. Aucun chemin n'y mène. Pas de port non plus. Juste un sentier en gravier qui sert de piste d'atterrissage pour les avions à hélice qui y déposent, une ou deux fois par jour, une poignée de visiteurs et des centaines de canettes de Coca. Les villageois sont, pour la plupart, des Esquimaux qui vivent toujours de la chasse aux baleines, phoques, morses et caribous. On n'y vend pas d'alcool et, parfois, la pauvreté y est si grande qu'une fille vend son enfant pour obtenir de l'argent.

A Point Barrow, le cap d'où partaient jadis les explorateurs vers le pôle Nord, Ned Arey (47 ans) ramène son bateau équipé d'un énorme moteur hors-bord. Arey, collier de barbe, cheveux grisonnants peignés en arrière et lunettes de soleil sur le nez, est un Esquimau qui perpé-

tue le régime ancestral, mais avec des moyens modernes. "Nous avons besoin de ces moteurs", dit-il en indiquant les mastodontes de 150 ch. Car la glace se retire toujours davantage, et il leur faut naviguer de plus en plus loin pour atteindre les rivages où vivent les phoques. "Nos ancêtres payaient. Nous pas. Nous avons un 'nouveau style, façon traditionnelle', avec GPS, téléphones satellitaires et phares automatiques pour la navigation. Nous ne pouvons plus nous en passer. Et c'est le pétrole qui nous l'a apporté."

Jusqu'à présent, le pétrole était bénéfique pour Barrow, et pour tous les villages du North Slope – une immense étendue située entre les montagnes et la mer de Beaufort, et qui forme une municipalité [un borough]. Ici, on fore dans les plus grands champs pétrolifères d'Amérique. Ce qui a profité aux villages esquimaux, directement et indirectement. Directement, via les impôts fonciers prélevés sur les stocks pétroliers. Indirectement, grâce aux entreprises locales, qui bénéficiaient des emplois délégués par l'industrie pétrolière. Ces "coopératives d'autochtones", fondées dans les années 1970, réalisent aujourd'hui un chiffre d'affaires allant de plusieurs centaines de millions à quelques milliards de dollars. Les bénéfices vont aux actionnaires : les Esquimaux. Cela leur rapporte entre 5 000 et 10 000 dollars [4 000 à 8 000 euros] par an.

"Des orages à faire pleurer"

Mais les stocks se vident. Il reste bien quelques domaines prometteurs, mais ils se trouvent dans une réserve naturelle. L'Amérique a jeté son dévolu sur le pétrole des fonds marins qui se situent face à la côte – là où les hameaux n'en verront pas le moindre centime. Chez lui, Arey me montre les photos de la dernière baleine qu'il a chassée. Il est l'un des cinquante capitaines de

↑ A Barrow, lors du dépeçage d'une baleine. Pour Lewis Brower, capitaine de baleinier, les Inupiks doivent être associés aux discussions sur les forages offshore.

Adieu rennes et rivières

Il y a cinq ans, le troupeau de rennes de Vladimir Vello comptait 800 bêtes. "Nous n'en avons plus qu'une petite centaine : beaucoup ont été abattues par les employés des compagnies pétrolières. Mais les responsables ne sont jamais punis", s'émeut cet éleveur de la région de Gubkinsky, cité par le **Corriere della Sera**. A cela s'ajoutent les problèmes de territoires et de cours d'eau, note le quotidien italien, qui fait état des témoignages d'habitants recueillis par Greenpeace Russie. Les rivières riches en poissons où beaucoup pêchaient sont "aujourd'hui bloquées par les compagnies pétrolières, qui n'ont pas consulté la population pour savoir où forer".

baleiniers de Barrow. Ils dirigent les équipes qui se rendent en bordure de la banquise, y attendant les baleines pendant des jours, voire des semaines durant. "Ces gars du pétrole, savent-ils seulement dans quoi ils se lancent ? dit Arey. Ici, il y a des orages à faire pleurer des gars adultes. Et le crissement des plaques de glace qui se cognent pour former des montagnes, même nous, ça nous fait peur."

Parallèlement, autre chose le préoccupe. "Si le pétrole s'épuise, comment allons-nous gagner de l'argent pour nos bateaux, nos téléphones ou notre carburant ? Nous ne voulons pas renoncer à nos scooters des neiges ou nos harpons-bazookas. Nous ne voulons pas devenir un parc d'attractions folklorique."

"Sans les baleines, il ne restera rien"

Des hommes comme Arey, il y en a beaucoup à Barrow. Ils veulent l'argent du pétrole, sans les risques. Et qu'obtiennent-ils ? Les risques, sans l'argent. "Je préférerais qu'ils forent sur terre, dans la réserve naturelle, dit-il. Là, au moins, on y gagnerait quelque chose. Nous sommes les Inupiks. Cela signifie 'les vraies gens'. Parce que nous vivons du sol. C'est l'un des derniers endroits sur terre où cela est possible. Sans les baleines, il ne restera rien de nous."

Dans les villages, il y a néanmoins des partisans déclarés du forage en mer. Quand Shell a été traîné en justice par des associations de protection de l'environnement, les trois corporations d'autochtones de Barrow, Wainwright et Kaktovik ont écrit une lettre dite "d'amitié". Une déclaration de soutien juridique pour Shell. "Le forage en mer renforce le développement économique des villages", ont-ils écrit au tribunal.

Crawford Patkotak travaille pour ASRC, la corporation esquimaude régionale. Cette organisation compte deux raffineries et emploie 11 000 personnes, pour un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars, ce qui rapporte près de 5 000 dollars par an à chaque Esquimau du North Slope. Patkotak porte une élégante chemise à rayures et arbore un visage fier – c'est un homme qui gagne plusieurs centaines de milliers de dollars par an. "Nos entreprises offrent aux villageois la chance de vivre une vie moderne et confortable. Pour que cela continue, il faut trouver de nouveaux gisements de pétrole." Et bien sûr, assure-t-il, tous sont d'accord : "Il n'y a pas de fissure dans le sous-sol. Nous voulons que ce pétrole soit extrait de façon responsable." Classique. Personne ne veut parler du risque de fuites. L'unité de la communauté est l'une des principales conditions de sa pérennité.

La maire du borough du North Slope, Charlotte Brower, est une lointaine descendante de Brouwer, chasseur de baleine néerlandais du XIX^e siècle. Elle parle des menaces pour sa province avec une surprenante virulence. "Il nous faut penser dix ans à l'avance, dit-elle. Qu'advient-il de ces villages dans dix ans, quand tout le pétrole aura été trouvé et extrait ? Je ne me fais pas de souci : une entreprise comme Shell sait comment obtenir la licence d'exploitation auprès des autorités fédérales. Mais après, ils viennent nous dire : 'Nous allons faire ceci ou cela.' Et nous n'avons pas voix au chapitre. L'impact social et économique ? Ils n'en ont aucune idée. Même les autorités fédérales ne s'en embarrassent pas. Il y a tellement de choses à prendre en compte, mais personne ne le fait."

Et pourtant, Brower n'est pas contre les forages. "Tout ce que je veux, c'est que nous recevions une part des rentrées. Je suis l'épouse d'un capitaine de baleinier. Mon rôle, c'est de veiller à ce que chacun reçoive sa part de viande."

Michael Persson